

POPULISME

L'AQUILA, AU CENTRE DU SEISME ITALIEN

Par Daoud Boughezala



Les trois têtes du gouvernement italien : Luigi Di Maio, ministre du Travail, Giuseppe Conte, président du Conseil, et Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur, Rome, 20 octobre 2018.

Quelques mois après la formation du gouvernement de coalition Lega-Mouvement 5 étoiles, les Italiens sont profondément divisés. Elites technocratiques et classes moyennes déclassées rivalisent dans la défiance réciproque. A L'Aquila, ville du centre de l'Italie ravagée par un séisme en 2009, les habitants se sentent depuis longtemps délaissés par le pouvoir romain. Reportage.

Steve Bannon a trouvé sa Terre promise. De passage en Italie, l'éminence grise de Trump jubile : « Rome est maintenant le centre de la politique mondiale. Ce qui se passe ici est extraordinaire. Il n'y a jamais eu de véritable gouvernement populiste à l'époque moderne. » À l'issue des élections législatives du printemps qui ont porté le Mouvement 5 étoiles à 32 % et la Lega à 18 %, une coalition inédite gouverne ce pays de plus de 60 millions d'habitants. Sous l'autorité théorique du président du Conseil Giuseppe Conte, professeur de droit au poids politique nul, les deux hommes forts, Matteo Salvini (Lega, 45 ans) et Luigi Di Maio (M5S, 31 ans), contrôlent respectivement les ministères-clés de l'Intérieur et du Travail. D'ores et déjà, leur budget spendieux affole Bruxelles et les marchés financiers

tandis que leur permanente invocation du peuple séduit tant les groupies d'Éric Zemmour qu'une partie des Insoumis.

C'est animé d'une forte intuition que je me dirige vers la péninsule pour comprendre les ressorts du populisme italien. Dans la presse, deux pays parallèles s'affrontent : des élites technocratiques rêvent d'une Merkel ou d'un Macron italiens ; des tribuns du peuple se réclament du bon sens des gens ordinaires à la manière de certains régimes sud-américains. Un livre m'accompagne : *Le Berlusconisme dans l'histoire de l'Italie* (Les Belles Lettres, 2018). Dans cet essai passionnant, le politologue Giovanni Orsina confirme mon pressentiment : deux Italie se font face depuis l'unification nationale de 1860.

Le miracle économique de l'après-guerre a certes considérablement atténué le gouffre entre les élites modernisatrices du Nord et le peuple du Sud (Mezzogiorno) considéré comme arriéré. « *Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie était moins industrialisée que la Pologne. En trente ans, ce pays a accompli ce que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont fait en plus d'un siècle et demi* », confirme l'historien et sociologue Marc Lazar. Toutefois, cette modernisation à marche forcée n'est pas parvenue à combler le décalage culturel entre des élites politiques, culturelles et sociales « *convaincues de pouvoir identifier le bien* » et la société qu'elles entendent rééduquer. D'après Orsina, cette « *approche orthopédique et pédagogique du problème du rapport entre pays légal et pays réel* » serait une constante de l'histoire italienne. En découle une défiance mutuelle entre les différents segments de la population, ainsi qu'une réaction populiste que les Italiens appellent l'« *antipolitique* ». Dès la fin des années 1940, avec le mouvement de l'*Uomo qualunque* (« homme quelconque ») se propage l'idée selon laquelle les détenteurs du pouvoir politique l'emploient à leurs propres fins, sans se soucier du bien commun de la société. De Berlusconi opposant le bon sens de la société civile et des petits entrepreneurs à l'établissement juridico-politique, aux diatribes de Beppe Grillo ou de Matteo Salvini contre la ploutocratie bruxelloise, les déclinaisons italiennes du populisme sont légion.

Le phénomène antipolitique italien combine des éléments communs à tout l'Occident (décrochage des classes moyennes, crise de l'État providence, mauvaise insertion dans la mondialisation) à des spécificités italiennes (construction nationale inachevée, faible niveau de confiance entre groupes sociaux). C'est ce qui a amené le populisme au sommet de l'État. Soumis à l'orthodoxie budgétaire depuis son entrée dans la zone euro, le pays ne peut plus laisser filer la lire et l'inflation en guise d'amortisseur social, ce qui nourrit le ressentiment des déclassés.

Pour tenter de savoir si l'actuelle coalition entre le

Mouvement 5 étoiles et la Lega parvient à restaurer la confiance des Italiens périphériques, j'ai choisi d'arpenter une ville convalescente : L'Aquila, 69 000 habitants, à 92 km au nord-est de Rome, historiquement rattachée à cette Italie des oubliés qu'est le Mezzogiorno. Au pied des monts Apennins, encaissé entre de vertes vallées, le chef-lieu des Abruzzes est devenu tristement célèbre au lendemain d'un séisme meurtrier. Le 6 avril 2009 à 3 h 30 du matin, un tremblement de terre de magnitude 6,3 sur l'échelle de Richter a détruit tout le centre historique, tué plus de 300 personnes et engendré des dizaines de milliers de déplacés. Presque dix ans plus tard, au sommet de cette ville en pente juchée à 750 mètres d'altitude, les grues strient le ciel azur au-dessus des échafaudages. Dans ce drôle d'endroit pour une rencontre, j'ai découvert des citoyens lambda en délicatesse avec l'élite politique d'hier et d'aujourd'hui. Des personnages en quête d'auteur pour retranscrire le malaise aquilain.

Entre deux rues dépeuplées, humant les odeurs de ciment et de chaux vive, je retrouve Roberto Silveri Junior, chef du groupe Forza Italia au conseil municipal et consultant en contrôle qualité dans le civil. Fils d'un entrepreneur en bâtiment, cet élégant trentenaire incarne jusqu'au bout des mèches le berlusconisme triomphant qu'il n'a guère connu. À L'Aquila, c'est en s'alliant à la Lega et au petit parti postfasciste (Fratelli d'Italia) du nouveau maire que Forza Italia a arraché l'hôtel de ville au Parti démocrate. Après dix ans de gestion municipale de centre gauche, Roberto se réjouit d'avoir terrassé l'ogre rouge, à l'instar de son mentor Berlusconi, 82 ans, entré en politique voici vingt-cinq ans pour « *défendre l'Italie contre le communisme* ». Catapulté au pouvoir après le naufrage de la démocratie chrétienne qui gouvernait l'Italie depuis la Libération, Berlusconi est un bon baromètre de la désunion nationale. Malgré ses démêlés judiciaires et sa dégringolade à 14 % des voix aux dernières législatives, le Cavaliere a laissé un souvenir globalement positif à L'Aquila. Maria, chef d'entreprise quinquagénaire, en témoigne : « *En 2009, Berlusconi a très bien géré la crise. La terre a tremblé en avril et dès septembre, les enfants allaient à l'école dans des bâtiments préfabriqués sûrs* », qui servent encore aujourd'hui. Quelques jours après la tragédie, il réunissait même le G8 à L'Aquila en signe de soutien aux sinistrés.

L'événement n'a cependant pas apaisé le sentiment d'abandon général. « *Depuis quarante ans, nous sommes en dehors de la nation* », explique Roberto. L'Aquila a attendu les années 1970 pour être relié à Rome par l'autoroute. Au bas de la ville, une gare fantôme comptant plus d'employés que d'usagers permet de se rendre dans deux autres petites bourgades d'Italie centrale. Au milieu de cet environnement montagneux très accidenté, il n'est certes pas facile de construire ponts et voies rapides. Le sursaut autoroutier des années 1970 s'explique par la présence de deux ministres abru- →

zzais au sein du gouvernement démocrate-chrétien. Par la grâce de la toponymie, L'Aquila a dû son dernier moment de gloire au fascisme, l'aigle (*aquila* en italien) étant l'emblème du régime. Mussolini y a nommé un de ses ministres préfet pour y installer des infrastructures sportives de pointe sur le flanc du mont Gran Sasso. « Ici, l'État était plus présent à l'époque des Bourbon espagnols qu'après l'annexion par l'Italie », déplore pourtant Roberto en réécrivant légèrement l'histoire. Malgré de lourds investissements dus au rôle de carrefour routier entre Rome et la côte Adriatique joué par L'Aquila, le royaume des Deux-Siciles a largement délaissé son petit peuple de paysans et bergers analphabètes. Il n'est pas absurde de voir l'une des causes du retard méridional dans l'illettrisme persistant et la diversité des dialectes. Récent, fragile et peu centralisé, l'État italien n'a pas pu unifier ses peuples aussi efficacement que le vieil appareil centralisateur français. « L'une des grandes difficultés du Mezzogiorno vient du fait que très peu d'entreprises vont dans le Sud. Elles se méfient de la corruption et de la mafia. Globalement, les gens ont le choix entre un emploi de fonctionnaire et la criminalité organisée », constate Marc Lazar. Entre les sièges de la Région, et de la Province, le tribunal, la chambre de commerce et les établissements scolaires, la fonction publique constitue le premier employeur aquilain.

Ce n'est pas Giuliana Vespa, secrétaire générale de l'Union générale du travail (UGL), qui dira le contraire. Cette charmante brune longiligne dirige l'antenne locale de ce syndicat proche de la droite. « L'Aquila est le plus grand chantier d'Europe, mais la reconstruction est assurée par des ouvriers venus de l'extérieur de la ville. Sur les 2 500 activités qui ont fermé dans le centre après le séisme, bien peu ont rouvert », indique-t-elle. Les quelques fleurons technologiques qui faisaient la fierté de la ville ont connu une lente agonie, à l'image du laboratoire électronique Intecs qui employait 5 000 salariés au plus fort des années 1970 avant d'être racheté par Siemens, puis fermé l'an dernier. Renseignement pris auprès des ouvriers œuvrant sur les chantiers, rares sont les Aquilains à vouloir exercer des métiers pénibles. De tradition commerçante, la ville en friche emploie plutôt des travailleurs manuels originaires de la campagne, des provinces voisines ou d'Europe de l'Est pour achever sa reconstruction, d'ici 2025. Le chômage aquilain a de beaux jours devant lui. Et rien n'indique que le revenu de citoyenneté permettra de le réduire. Ce plan digne de Benoît Hamon qui devrait voir le jour en avril 2019 bénéficiera à tout citoyen ou résident légal depuis dix ans en Italie en âge de travailler et vivant sous le seuil de pauvreté (780 euros par mois). Théoriquement provisoire, le dispositif coûtera la bagatelle de 10 milliards d'euros. Bien que favorable au gouvernement, Vespa s'inquiète : « Il faudra être très vigilant : par exemple, l'employé d'une pizzeria payé 600 euros par mois pourrait demander la rupture de son contrat pour ne plus payer de cotisations et travailler au noir tout en touchant son revenu de citoyenneté. » À cette nuance



près, la syndicaliste applaudit des deux mains la politique de relance du tandem Salvini-Di Maio : « Depuis des années et des années, nous subissons des restrictions alors que le PIB ne progresse pas. Au contraire, l'économie est complètement bloquée. Alors essayons ! Si on allège la bureaucratie, les impôts, les entreprises viendront et pourront embaucher et le chômage chutera. Peu importe ce que dit l'Europe. » Il faut admettre que la cure d'austérité imposée par le gouvernement technique de Mario Monti (2011-2013) avec la bénédiction de Bruxelles n'a pas vraiment eu les effets escomptés. Certes, à mesure que le cabinet Lega-M5S détaille son programme néokeynésien, les marchés financiers s'affolent comme en 2013. Tout Italien sait désormais ce qu'est le « *spread* », mot barbare désignant la différence entre le taux d'intérêt auquel l'Allemagne et l'Italie empruntent à dix ans sur les marchés financiers. « Je ne veux pas m'en inquiéter en ce moment », conclut Vespa en réglant son pas sur celui de sa direction. Car à l'échelle nationale, après une longue idylle avec Berlusconi, l'UGL sert désormais de tremplin à Salvini.

Une bataille féroce oppose les deux partenaires gouvernementaux pour la conquête des classes moyennes. Ou ce qu'il en reste. De plus en plus de jeunes diplômés en quête d'emploi tentent leur chance hors du pays. L'émigration des cerveaux inquiète bien davantage que l'immigration illégale. Bien que ce dernier thème apparaisse loin derrière le chômage dans la liste des

préoccupations populaires, la fuite d'une frange des électeurs grillistes vers les terres leghistes a commencé. L'habile bretteur Salvini polarise le débat politique autour de sa personne. Tant et si bien qu'Emmanuel Macron l'a reconnu comme son meilleur ennemi européen. Malgré l'aggiornamento qui a transformé une formation autonomiste pro-européenne en grand parti anti-immigration eurosceptique, la Lega possède un appareil politique très structuré. De longue date, cette machine de guerre gère la Lombardie et la Vénétie, deux des régions les plus riches d'Europe. En comparaison, l'utopisme citoyeniste du Mouvement 5 étoiles ne fait pas le poids. Certaines attentes de son électorat risquent d'être prématurément déçues. « *Les élections législatives du 4 mars ont marqué un tournant : le M5S a triomphé dans le Sud. Dès le lendemain, des gens faisaient la queue dans les municipalités pour recevoir un revenu de citoyenneté. Depuis, le M5S est prisonnier de cette promesse s'il ne veut pas se faire tondre la laine sur le dos par la Lega* », atteste Marc Lazar.

Un élu de L'Aquila: « Ici, l'État était plus présent à l'époque des Bourbon. »

Salvini a eu l'audace de tirer le premier sur les positions immigrationnistes du pape, bravant les tabous d'une nation catholique. « À 2 %, il n'avait rien à perdre et a été le premier à oser franchir le pas. Les Italiens lui ont reconnu ce courage », concède Roberto. À L'Aquila, 300 migrants, dont une centaine de mineurs, sont hébergés par des structures souvent gérées... par l'Église. La désaffection à l'égard de l'Église d'un peuple de droite désarçonné par les discours du pape François rappelle le malaise actuel des catholiques conservateurs français. À L'Aquila, on ne croise guère que deux vendeurs à la sauvette africains qui proposent leurs babioles avec insistance, mais sans agressivité. Les autochtones se sont visiblement habitués à cette cohabitation. Un samedi soir de la fin septembre, un migrant érythréen a néanmoins tenté de violer une jeune Aquilaine heureusement rodée aux sports de combat.

Même chez les élus municipaux Lega, ce drame évité de justesse n'alimente aucune surenchère. Dans le gymnase scolaire qui sert d'hôtel de ville provisoire, Fabrizio Taranta, 38 ans, m'expose ses vues en la matière sans jamais sortir du registre économique. « *Nous ne sommes pas en mesure d'assurer une vie meilleure aux migrants. L'accueil inconditionnel les contraindrait à une vie de privation, de souffrance, voire de délinquance.* » À demi-mot, Taranta concède la difficulté technique qu'il y a à expulser des centaines de milliers de migrants, dont beaucoup ont disparu des écrans radars. À croire que les promesses

de Salvini n'engagent que ceux qui les croient.

L'impétueux ministre de l'Intérieur ne séduit pas tous les mécontents, fussent-ils de droite. Victime du séisme de 2009, Maria déplore le flou artistique et la démagogie du gouvernement. Une cuiller pour les petits chefs d'entreprise du Nord électeurs de la Lega, une cuiller pour les chômeurs du Sud qui plébiscitent le Mouvement 5 étoiles, une dernière pour les baby-boomers qui pourront partir à la retraite dès 62 ans : le cabinet ratisse large. À la tête d'une PME de systèmes technologiques qui emploie une centaine d'employés, Maria ressent encore les répliques économiques du tremblement de terre. Afin de soulager entreprises et ménages, l'État italien avait exonéré d'impôts 320 contribuables de L'Aquila, mais l'Union européenne proscrit cette aide d'État, considérant que le nombre de bénéficiaires dépasse largement le nombre de sinistrés. Bruxelles réclame donc 75 millions d'euros d'impôts non perçus à Rome, qui devra faire passer les Aquilains à la caisse. Si rien n'est fait, 60 % des entreprises locales mettront la clé sous la porte. Épuisant recours sur recours, Maria se désespère : « *On me réclame 500 000 euros que je n'ai pas. C'est gravissime et injuste ! L'Italie n'a pas voix au chapitre en Europe. Nous n'avons aucun pouvoir politique alors qu'un pays comme l'Irlande, qui fait payer très peu d'impôts à Apple et Google, a obtenu gain de cause.* » De quoi aggraver la défiance envers les sphères dirigeantes italiennes et supranationales.

Une petite musique anti-élite retentit au sein même de la technocratie. « *L'équipe municipale est composée de parfaits incompetents. Il nous faudrait une équipe de spécialistes et de managers. Rien n'a été fait pour la reconstruction sociale, seuls les bars et les restaurants revivent. L'Aquila n'est plus qu'un bar !* », peste Antonio. Ce brillant économiste de formation aux faux airs de Vin Diesel vote pour le Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi et correspond trait pour trait à la figure du techno de centre gauche. Après avoir perdu deux proches dans le séisme, Antonio a travaillé plusieurs années comme coopérant aux quatre coins du monde avant de revenir à L'Aquila. Une expérience internationale qui l'a conforté dans ses convictions libérales. Comme l'ex-président du Conseil, Antonio exprime une forme de populisme des élites dirigé contre... les populistes et « *ces parlementaires qui gagnent 10 000 euros par mois pour ne rien foutre !* » S'il reconnaît à Di Maio et Salvini un grand talent de communicants, Antonio mitraille « *le gouvernement du revenu de citoyenneté et du basta à l'immigration* ». Sur un plan plus local, il reproche à la mairie de L'Aquila d'avoir rejeté le projet de reconstruction sociale gracieusement proposé par le grand architecte Renzo Piano. Au vu de l'auditorium multicolore que Piano avait conçu pour faire face au fort espagnol du xv^e siècle, la perte n'est peut-être pas irréparable...

Antonio brandit divers rapports d'experts sur →



Piazza Duomo, L'Aquila, octobre 2018.

l'économie, l'immigration ou le Mezzogiorno pour dénoncer les dérives d'un peuple qu'il aimerait ramener à la raison. « *Avec leurs réformes, Schröder et Merkel ont créé la locomotive de l'Europe, quitte à faire cracher du sang aux Allemands. Mais si on les téléportait en Italie, ils se feraient crucifier !* » plaide le diplômé en finance. On lui objectera qu'entre 2014 et 2016, Matteo Renzi a su faire admettre à ses concitoyens une réforme du travail inimaginable en France. Aujourd'hui partiellement suspendu, le « Jobs Act » incitait les entreprises à embaucher un demandeur d'emploi en faisant payer par l'État 70 % de son salaire la première année, 50 % la deuxième, 30 % la troisième. Tout en ayant la possibilité de le licencier, l'employeur avait tout intérêt à engager en CDI le salarié formé. Toutes les entreprises n'ont pas joué le jeu. Et le dispositif n'a pas survécu à son initiateur. De plus, alors qu'il siégeait encore au gouvernement, le PD n'a pas assumé sa politique de lutte contre l'immigration illégale en provenance de Libye, dont Salvini récolte désormais les dividendes. Entre son surmoi sans-frontériste et le petit peuple, le centre gauche a choisi, défendant l'introduction du droit du sol contre la majorité de l'opinion.

Relégués dans l'opposition, le renziste Antonio et le berlusconiste Roberto affichent un étrange mimétisme. Un temps, Renzi s'est appuyé sur Berlusconi pour court-circuiter le vieil appareil postcommuniste du PD. Au lendemain des législatives, le Cavaliere avait même proposé une grande coalition antipopu-

liste à Renzi, quitte à rompre l'union des droites avec Salvini. Par-delà leurs divergences sur l'immigration, Roberto et Antonio attaquent bille en tête l'assistanat et le clientélisme du gouvernement, convoquant les heures-les-plus-sombres de manière inattendue. « *Mussolini n'a pas mis l'argent dans la poche des Italiens, mais fait émerger une classe bourgeoise et la nation. Le régime fasciste a été une révolution de l'élite et de l'État central* », martèlent les deux trentenaires.

Une méfiance symétrique s'exprime chez certains représentants du M5S. Plafonnant à 5 %, la porte-parole aquilaine du mouvement grilliste a prétexté un agenda de ministre pour refuser tout entretien et exiger des questions écrites auxquelles elle n'a finalement pas daigné répondre. Il ne sera pas dit que sa paranoïa dicte mon jugement. Afin de me faire une idée sur ce mouvement hétéroclite, j'achète le pamphlet de Gianluigi Paragone, ancien journaliste de la RAI devenu parlementaire M5S. *Noi no! Viaggio nell'Italia ribelle* (« No ! Voyage dans l'Italie rebelle », Piemme, 2018, non traduit) offre une synthèse intéressante des différents sous-courants grillistes. Au nom de la défense du « bas » contre le « haut » de la société, Paragone mélange vision conservatrice de l'école, opposition à l'immigration incontrôlée, écologisme, refus de la vaccination obligatoire et rejet égalitariste du principe même d'élite. Lorsqu'il se coltine la réalité quotidienne, comme dans les villes qu'il a conquises (Rome, Turin, Livourne), le M5S s'empêtre dans la gestion des dossiers économiques et sociaux. Au hasard, comment relancer la croissance tout en renonçant aux grands projets européens pourvoyeurs de milliers d'emplois comme le tunnel Lyon-Turin ?

Avec le vent en poupe, Salvini joue la montre d'ici les élections européennes de 2019. Le leader leghiste espère former une majorité conservatrice et eurosceptique aux côtés de Marine Le Pen, Viktor Orban et autres Sebastian Kurz pour gagner son bras de fer avec l'UE. À qui perd gagne, la tension avec les marchés financiers pourrait profiter à la Lega en contraignant le M5S à accepter une réduction des dépenses sociales. Après tout, « *si un technocrate apprécié de Bruxelles comme Monti avait proposé ce budget, mise à part la réforme des retraites, ça serait sans doute passé. 2,4 % de déficit, ce n'est pas énorme. Il y a un problème de dette publique, mais la dette est nationale et donc solvable* », glisse Lazar. Chez ce peuple d'épargnants à la mentalité paysanne, on est presque toujours propriétaire de son logement.

Vue de L'Aquila, l'action du cabinet Conte trouve peu d'écho. Beaucoup se résignent à mener une vie d'assisté chez papa-maman ou profitent des prestations sociales. À terme, les plus politiques comme Roberto comptent sur l'émergence de personnalités aquilaines d'envergure nationale (suivez son regard...) pour faire porter leurs revendications à Rome. Recherche nouvelles élites désespérément. •